

page 5

éditorial

PRE

Méditerranée : une idée d'empire... Du *Mare nostrum* romain à l'empire européen sans frontière, qui s'imagine aujourd'hui rongé par les vagues de migrants.

L'idée même qu'il existe une Méditerranée, objet politique ou stratégique gérable comme tel, est débattue depuis fort longtemps. Elle est avant tout européenne, et une représentation de projection vers le Sud : projection coloniale, postcoloniale, ou culturelle. Idée prégnante, tant elle fut modernisée par les études braudeliennes, et les politiques englobantes de l'Union européenne.

Le dossier que ce numéro de *Politique étrangère* consacre au bassin méditerranéen dessine sans surprise l'image d'une Méditerranée-réceptacle, réservoir de contradictions, de conflits innombrables. En positif, si l'on peut dire, la Méditerranée peut se définir comme l'une des trois lignes majeures de partage démographique de la planète ; et comme le lieu de rencontre, de croisement, des principales puissances économiques et militaires du monde – y manquait la Chine : elle s'y déploie.

Pourtant, ce « bassin méditerranéen » n'est unifié que sur les cartes. Les migrants eux-mêmes le savent divers, leurs routes connaissant de constantes métamorphoses. Les puissances extérieures le voient le plus souvent comme un espace de transit, de projection, militaire ou commerciale, vers d'autres horizons. Les perspectives commerciales, démographiques, d'exploitation énergétique à l'est de la mer fermée, n'ouvrent nulle voie nouvelle vers une unité méditerranéenne – à laquelle acteurs et peuples de la rive sud n'ont d'ailleurs jamais cru. Ajoutons que l'extension des théâtres conflictuels, à l'est vers la péninsule arabique, à l'ouest dans les profondeurs du Sahel, ne plaide pas plus pour une restauration de l'objet introuvable Méditerranée.

Une bonne démonstration des paradoxes stratégiques du bassin méditerranéen est hélas administrée par l'échec des politiques européennes. Elles furent depuis trente ans multiples, de bonne volonté et justement dépendantes, mais sans doute trop abstraites, trop unifiées par la raison technique pour un espace extrêmement morcelé dans ses intérêts, ses acteurs, ses dynamiques.

L'espace méditerranéen demeure pourtant capital. Au premier chef parce que s'y croisent des crises multiples, les puissances majeures du moment, et plusieurs puissances régionales lourdes. Et plus encore, parce que ces crises mettent en cause, à des degrés divers, la sécurité d'Européens qui forment toujours, en dépit de leurs états d'âme, une des plus formidables

concentrations économiques du monde. Définir ou redéfinir aujourd'hui la Méditerranée, c'est donc à la fois assumer les évolutions de la géographie économique, humaine, et stratégique de « nos Suds », et nous interroger – une fois encore –, sur ce que nous voulons être, Européens, dans notre environnement. Les articles que publie ici *Politique étrangère*, sur les ressources énergétiques, le commerce migratoire, les diplomaties navales, la nouvelle présence chinoise ou les apories des politiques européennes voudraient y contribuer : l'entreprise est évidemment de longue haleine.

L'antirussisme, le pro-russisme, se portent bien. Peut-on, au-delà des glaciations idéologiques et des interpellations de l'actualité, se replacer dans l'évolution de moyen terme des relations entre Moscou et ce qu'elle voit toujours comme l'*Occident* ?

La Russie n'a jamais renoncé à voir (avec quelque raison) dans les choix de l'OTAN post-1989 une avancée occidentale contre ses intérêts et sa zone « naturelle » d'influence. Washington n'a jamais renoncé à faire de l'Alliance l'instrument du *containment*, voire du *roll back* antirusse en Europe du Centre et de l'Est. La réunion d'un sommet de l'OTAN à Varsovie en 2016, après l'acmé de la crise ukrainienne, était éminemment symbolique. Face à une Russie agitée à l'est de l'Europe, multipliant les signes d'un certain *come back* militaire (manœuvres, provocations dosées aux frontières de l'Alliance...), l'OTAN se réappropriait un rôle pâli depuis les années 1990 : la défense collective de ses États membres. Le sommet de Varsovie, pour spectaculaire qu'il voulût être, est resté raisonnable. Réaffirmation de la défense collective contre toute hypothèse d'agression ; mise en œuvre des décisions du sommet précédent du pays de Galles ; déploiements limités et non permanents sur les territoires des alliés les plus à l'est...

Politique étrangère donne dans sa rubrique *Contrechamps* deux lectures, russe et occidentale, des résultats de ce sommet. Elles ne sont pas si éloignées l'une de l'autre. On peut espérer que, de part et d'autre, prévale une interprétation modérée de décisions qui font la part des bruits de bottes, mais n'emportent que des modifications limitées des dispositifs militaires. Reste cependant le problème de fond : l'interprétation par chacun des stratégies de l'autre. Et pour nous, Occidentaux, l'analyse des choix russes de politique étrangère, l'analyse de ce que signifient les évolutions du régime russe lui-même.

2016 a mis en lumière deux données incontestables. Tout d'abord l'éloignement progressif – et revendiqué – de la Russie par rapport aux références

politiques occidentales qu'elle saluait officiellement dans les années 1990 : vision paranoïaque du monde, bricolage d'une idéologie composite anti-occidentale, dérive autoritaire du régime... Mais l'année qui s'achève éclaire aussi la centralité géostratégique, pour l'Europe comme pour le Moyen-Orient (et peut-être demain en Asie), d'une puissance certes faible mais trop longtemps méprisée, avant qu'on ne s'avise de ce qu'elle était non seulement utile mais nécessaire.

Les questions fondamentales ne changent pas. Quelle attitude politique adopter vis-à-vis d'une Russie qui n'est certes pas semblable à nous, mais à la dérive de laquelle nous n'avons aucun intérêt ? La confusion américaine à l'issue d'une étonnante campagne présidentielle, l'atonie européenne, augurent hélas mal d'échanges raisonnables sur un enjeu stratégique majeur.

« Atonie » est au demeurant un terme aimable pour décrire le débat européen actuel. Deux contributions de cette livraison reviennent sur la situation dessinée par le Brexit. La crise de la défense européenne ne date pas du référendum britannique. Mais la situation ébauchée en juin 2016, au moment où fleurissent les menaces périphériques, pourrait-elle pousser à quelque pas en avant décisif, en particulier dans le domaine capacitaire ?

Quant à la négociation du Brexit lui-même, nul ne peut précisément l'imaginer. Mais elle devra prendre en compte deux éléments fondamentaux. Les ressorts de la décision d'outre-Manche d'abord : la réticence fondamentale des Britanniques à endosser toute la logique de la construction européenne, et les contradictions régionales, sociales, politiques, du Royaume-Uni lui-même. Et puis ce que les Européens voudront faire eux-mêmes de l'Union à 27. Verront-ils le Brexit comme le début d'une fin, ou comme un nouveau départ ? Le Brexit signe bien un double départ : celui du Royaume-Uni, celui des 27 qui continuent. Si la direction du premier est à peu près claire, celle du second est bien brumeuse.

politique étrangère